



2024

Rapport financier

Premier trimestre

30 juin 2023



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

Depuis le début de 2023, la croissance économique mondiale a bien résisté à la hausse des taux d'intérêt enregistrés dans de nombreux pays. L'inflation est demeurée élevée partout dans le monde en raison des turbulences économiques et géopolitiques, ce qui a obligé les banques centrales du monde entier à resserrer les conditions de crédit. Malgré les perturbations, les économies des quatre coins de la planète se sont montrées étonnamment robustes, le Canada et les États-Unis ayant obtenu particulièrement de bons résultats.

L'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 3,1 % au premier trimestre de l'année civile. Les exportations et la consommation des ménages ont été les principales sources de croissance, tandis que les investissements résidentiels et commerciaux ont diminué. Au deuxième trimestre, l'économie canadienne a oscillé, les résultats préliminaires faisant état d'une croissance nulle en avril, mais d'une forte reprise en mai.

La résilience de l'économie canadienne a été soutenue en grande partie par une forte croissance démographique et un marché du travail encore solide. La population du Canada a augmenté à un rythme rapide au début de 2023 en raison de la recrudescence de l'immigration après la pandémie, ce qui a contribué à la reprise de la demande des consommatrices et consommateurs et à l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre.

Environ 290 000 emplois ont été créés au cours du premier semestre de l'exercice. Les pertes d'emplois nettes en mai ont été plus que compensées en juin, mois au cours duquel environ 60 000 emplois ont été créés. Le taux de chômage a légèrement augmenté en juin pour s'établir à 5,4 %, mais est demeuré faible par rapport aux taux enregistrés par le passé. Le resserrement du marché du travail s'est maintenu au cours du trimestre, les postes vacants ayant augmenté de près de 30 000 en avril pour s'établir à environ 820 000. Les employeuses et employeurs ont riposté en offrant des salaires plus

élevés, ce qui a exercé des pressions sur les coûts d'exploitation des entreprises.

Alors que les ménages continuaient de s'adapter aux hausses de taux précédentes, la Banque du Canada a poursuivi sa lutte contre l'inflation. L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé à un rythme annuel de 4,4 % en avril, soit une hausse similaire à celle de 4,3 % enregistrée en mars. Il s'agit de la première hausse de l'IPC depuis le sommet atteint en juin 2022. Toutefois, l'inflation est rapidement revenue à sa tendance à la baisse, enregistrant une diminution pour atteindre 3,4 % en mai et 2,8 % en juin.

Pour faire face au taux d'inflation se maintenant bien au-dessus de la cible de 2 % et au resserrement du marché du travail, la Banque du Canada a rectifié le tir de façon marquée au début de juin en relevant son taux directeur pour la première fois depuis qu'elle a annoncé une pause en janvier. Le taux est passé de 4,5 % en janvier à 4,75 % en juin, puis la banque centrale l'a augmenté à nouveau de 25 points de base en juillet pour le porter à 5,0 %, un niveau jamais vu depuis 2001.

La pause dans les hausses de taux semble avoir donné aux consommatrices et consommateurs le temps de s'ajuster à la hausse des frais du service de la dette et les avoir encouragés à augmenter leurs dépenses, tandis que les entreprises ont retrouvé un peu de confiance au cours du deuxième trimestre.

Compte tenu de la remontée des taux et de la présomption que les niveaux resteront élevés plus longtemps, les entreprises devront probablement faire face à un ralentissement de la demande et à une hausse des coûts au cours des prochains mois. L'incertitude ravivée a déjà refroidi l'optimisme des entreprises et affaibli les intentions d'investissement.

Dans l'ensemble, et malgré l'incertitude économique persistante et les taux d'intérêt toujours élevés, la croissance pour l'ensemble de 2023 devrait s'établir



à 1,0 %, l'activité économique ralentissant au second semestre de l'année.

Secteurs d'activité

La Banque de développement du Canada (BDC) fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC). Se reporter à la note 10, *Informations sectorielles*, des états financiers consolidés pour obtenir une description des activités de chaque secteur à présenter.

Activités

BDC soutient les propriétaires d'entreprise au Canada dans leurs efforts pour bâtir des entreprises solides et florissantes et, ce faisant, contribue à accroître la compétitivité, la prospérité et l'inclusivité au Canada.

Les résultats au titre des principales activités sont générés par les activités des secteurs Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, CR et PIC, tandis que les résultats du secteur PAC découlent des mesures d'allègement prises par BDC relativement à la pandémie de COVID-19 et du Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN). Les mesures liées à la pandémie de COVID-19 ont pris fin au cours de l'exercice 2022. BDC a collaboré avec son actionnaire pour lancer le PCAN en mars 2022, lequel vise à aider les petites entreprises à accroître leur présence en ligne et à adopter les technologies numériques. Toutes ces mesures ont été regroupées dans le secteur PAC afin de les distinguer des principales activités de BDC.

Principales activités

Le premier trimestre de l'exercice 2024 reflète l'incidence continue du contexte économique incertain, découlant de l'inflation élevée et de la hausse des taux d'intérêt.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, les clients de Financement ont accepté un total de 2,9 milliards de dollars de prêts, comparativement à 3,5 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le volume des acceptations de Financement a diminué au premier trimestre de l'exercice 2024,

comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, car la hausse des taux d'intérêt a maintenu la pression sur les coûts d'exploitation et les propriétaires d'entreprise sont demeurés prudents quant à la possibilité d'investir davantage dans leur entreprise. Le portefeuille de prêts de Financement⁽¹⁾, excluant les prêts du secteur PAC, atteignait 34,8 milliards de dollars au 30 juin 2023.

Services-conseils a obtenu de bons résultats au premier trimestre de l'exercice 2024 grâce à la signature de contrats nets d'une valeur de 12,4 millions de dollars, contre 11,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 5,1 %. Cette hausse découle principalement des services offerts pour appuyer les entrepreneures et entrepreneurs dans le cadre de leur plan d'adoption du numérique en vertu du PCAN pour lequel l'équipe de Services-conseils de BDC fait partie des partenaires autorisés.

Pour le premier trimestre de l'exercice, la clientèle de Capital de croissance et transfert d'entreprise a accepté un total de 94,2 millions de dollars en placements par emprunt, comparativement à 156,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les acceptations ont diminué au premier trimestre de l'exercice 2024 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable au ralentissement de la demande de solutions de Capital de croissance et transfert d'entreprise en raison des incertitudes économiques qui ont eu une incidence négative sur les fusions et acquisitions ainsi que sur les transactions de transfert d'entreprise.

Au premier trimestre de l'exercice 2024, les autorisations de CR ont totalisé 83,3 millions de dollars comparativement à 178,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La baisse des autorisations s'explique principalement par une diminution des placements indirects attribuable surtout au recul des activités canadiennes de capital de risque et au ralentissement de la mobilisation de fonds.

¹ Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.



Le 18 avril 2023, BDC a annoncé la création de son nouveau Fonds Avenir durable de 150 millions de dollars, lequel constitue un élément clé de l'engagement de BDC en matière de développement durable et contribue à la réalisation de l'objectif de carboneutralité du Canada pour 2050. Le Fonds sera consacré à des investissements en actions dans des entreprises canadiennes qui mettent au point des systèmes technologiques susceptibles de réduire indirectement les émissions de GES.

BDC a continué, pour le compte du gouvernement du Canada, de gérer les Programmes incitatifs pour le capital (PIC), y compris 390 millions de dollars pour le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) qui appuie les jeunes entreprises canadiennes prometteuses, 372 millions de dollars pour l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) dont la mission est d'accroître la disponibilité du capital de risque pour les entreprises à des stades ultérieurs de leur développement et de soutenir les groupes moins bien servis, 450 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative de catalyse du capital de risque II (ICCR II) afin de soutenir des fonds de fonds du secteur privé, des fonds de fonds axés sur les investissements dans les technologies du secteur des sciences de la vie et des propriétaires d'entreprise provenant de groupes sous-représentés, 600 millions de dollars pour la division des Technologies propres et 100 millions de dollars pour le Fonds de croissance autochtone (FCA).

Le 12 juillet 2023, BDC a reçu 350,0 millions de dollars en trésorerie à l'émission de 3 500 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir l'Initiative de catalyse du capital de risque renouvelée.

Au premier trimestre de l'exercice 2024, les autorisations du secteur PIC ont totalisé 52,0 millions de dollars, contre 5,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les enveloppes pour le PACR et l'ICCR ayant été entièrement engagées à l'exercice 2021, les autorisations du secteur PIC sont entièrement attribuables à l'ICCR II pour un montant de 30,0 millions de dollars et à la division Technologies propres pour un montant de 22,0 millions de dollars.

Programme d'accès au crédit (PAC)

Au 30 juin 2023, la valeur comptable du portefeuille de prêts et d'investissements du secteur PAC s'établissait à 1,8 milliard de dollars, contre 2,8 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le portefeuille est en décroissance, puisque les mesures de soutien liées à la pandémie de COVID-19 du secteur PAC ont pris fin au cours de l'exercice 2022, et que seul le PCAN demeure actif.

Les acceptations au titre du PCAN ont atteint 56,1 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2024, ce qui représente une augmentation importante par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, le premier trimestre de l'exercice 2023 étant le premier trimestre ayant suivi le lancement du programme. Pour recevoir du financement de BDC aux termes de ce programme, les propriétaires d'entreprise doivent avoir remis à la BDC un plan d'adoption du numérique finalisé, avoir obtenu l'approbation d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), et avoir fait l'objet d'une recommandation par BDC.

La valeur des garanties émises dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) a atteint 3,7 milliards de dollars depuis la création du programme, et aucune nouvelle autorisation ne sera accordée. Au 30 juin 2023, l'exposition réelle aux termes du programme de garantie au titre du PCSTT totalisait 3,2 milliards de dollars contre 3,6 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Sommaire des résultats financiers

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, BDC a affiché un résultat net consolidé de 124,0 millions de dollars, soit un résultat net de 147,9 millions de dollars attribuable à ses principales activités et une perte nette de 23,9 millions de dollars attribuable au secteur PAC. En comparaison, BDC a affiché un résultat net consolidé de 233,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit un résultat net de 200,3 millions de dollars attribuable à ses principales activités et un résultat net de 32,9 millions de dollars attribuable au secteur PAC. La diminution du résultat net consolidé est principalement attribuable à une dotation à la provision pour pertes de crédit attendues plus élevée



sur les portefeuilles de prêts de Financement et du secteur PAC ainsi qu'aux pertes de change nettes plus élevées sur les portefeuilles de placements de Capital de risque, contrebalancées par une baisse de la variation nette de la moins-value latente sur les placements de Capital de risque et du secteur PIC.

Un dividende de 337,0 millions a été versé au gouvernement du Canada, l'unique actionnaire de BDC.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

BDC est la banque des entrepreneures et entrepreneurs du Canada. Elle a pour objectif de soutenir les petites et moyennes entreprises de tous les secteurs et à toutes les étapes de leur croissance. Que les propriétaires d'entreprise veuillent intégrer de nouveaux marchés, rendre leurs activités plus efficaces, acquérir une nouvelle entreprise ou tout ce qui se situe entre les deux, BDC offre un accès à du financement, ainsi que des services-conseils pour répondre à leurs besoins. BDC Capital, la division d'investissement de BDC, propose une vaste gamme de solutions de capital de risque. BDC soutient les entrepreneures et entrepreneurs moins bien servis et les secteurs en



émergence afin de produire un plus grand impact social et économique. BDC est également une entreprise certifiée B Corp et contribue activement à la croissance d'un mouvement mondial d'entrepreneures et d'entrepreneurs qui participent à la création d'une prospérité inclusive et durable.



Table des matières

Rapport de gestion	9
Contexte du rapport financier trimestriel	9
Gestion du risque	9
Analyse des résultats financiers.....	10
 États financiers consolidés	 21

Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

Le rapport de gestion présente les différentes activités et initiatives, les risques et les résultats financiers de la Banque de développement du Canada (BDC) pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités de BDC inclus dans le présent rapport, qui ont été établis conformément à la Directive sur les normes comptables : *GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Cette analyse doit être également lue en parallèle avec le Rapport annuel 2023 de BDC. Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'énoncé sur l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lectrices et lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC).

Résultat net consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Financement	171,8	276,1
Services-conseils	(9,0)	(9,7)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	17,3	25,9
Capital de risque	(38,3)	(35,0)
Programmes incitatifs pour le capital	6,1	(57,0)
Résultat (perte) net au titre des principaux secteurs	147,9	200,3
Programme d'accès au crédit	(23,9)	32,9
Résultat (perte) net	124,0	233,2
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	125,7	231,2
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,7)	2,0
Résultat (perte) net	124,0	233,2

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, BDC a dégagé un résultat net consolidé de 124,0 millions de dollars, soit un résultat net de 125,7 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et une perte nette de 1,7 million de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le résultat net consolidé de 233,2 millions de dollars comprenait un résultat net de 231,2 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et un résultat net de 2,0 millions de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat net consolidé au titre des principales activités de BDC s'est établi à 147,9 millions de dollars, comparativement à 200,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La diminution du résultat net s'explique principalement par une dotation à la provision pour pertes de crédit attendues plus élevée sur le portefeuille de prêts et des pertes de change nettes sur le portefeuille de placements plus élevées, compensées par une baisse de la variation nette de la moins-value latente sur les placements de Capital de risque et du secteur PIC.

Au premier trimestre de 2024, la perte nette consolidée du secteur PAC de 23,9 millions de dollars, comparativement au résultat net de 32,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, a subi l'incidence défavorable de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues plus élevée et de la hausse des pertes nettes sur autres instruments financiers, contrebalancée par l'augmentation des produits d'intérêts nets.



Résultat global consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Résultat (perte) net	124,0	233,2
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	(8,9)	(13,7)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	-	(0,1)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(8,9)	(13,8)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(8,0)	72,4
Autres éléments du résultat global	(16,9)	58,6
Résultat (perte) global total	107,1	291,8
Résultat (perte) global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	108,8	289,8
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,7)	2,0
Résultat (perte) global total	107,1	291,8

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies et sont soumis à une volatilité en raison des fluctuations du marché.

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2023, BDC a subi une perte de 16,9 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global consolidé, comparativement à un résultat 58,6 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global consolidé pour la période correspondante de l'exercice précédent. La détérioration des autres éléments du résultat global consolidé pour le premier trimestre de l'exercice 2024 est principalement attribuable à une perte de 8,0 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, comparativement à un profit de 72,4 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette perte s'explique par la baisse du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif net au titre des prestations définies, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse du rendement des actifs des régimes de retraite.



Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2024	E2023
Produits d'intérêts nets	389,9	354,5
Frais et autres produits	7,1	7,0
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(82,3)	25,6
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,1)	(0,1)
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	-	(0,5)
Profits (pertes) de change nets	(3,6)	4,7
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	-	13,0
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	311,0	404,2
Charges opérationnelles et administratives	139,2	128,1
Résultat (perte) net provenant de Financement	171,8	276,1

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2024	E2023
Produits d'intérêts nets	4,3	4,3
Frais et autres produits	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(0,9)	0,3
Profits (pertes) de change nets	-	0,1
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	-	0,1
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	3,5	4,9
Charges opérationnelles et administratives	1,5	1,6
Résultat (perte) net provenant de Financement	2,0	3,3

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net de Financement s'est chiffré à 171,8 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 276,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du résultat net de Financement pour le premier trimestre de l'exercice 2024 s'explique principalement par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs et douteux, la baisse des profits nets sur autres instruments financiers, et la hausse des charges opérationnelles et administratives. Le tout a été contrebalancé en partie par une hausse des produits d'intérêts nets.



Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 139,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, soit une augmentation par rapport au montant de 128,1 millions de dollars comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des charges opérationnelles et administratives s'explique principalement par la hausse des salaires et des avantages sociaux découlant des ressources additionnelles pour soutenir la croissance de notre portefeuille.

Résultats de Services-conseils

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Produits	11,4	7,1
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	5,9	3,8
Marge bénéficiaire brute	5,5	3,3
Charges opérationnelles et administratives	14,5	13,0
Résultat (perte) net provenant de Services-conseils	(9,0)	(9,7)

¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, Services-conseils a subi une perte nette de 9,0 millions de dollars, contre une perte nette de 9,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2024 se sont légèrement améliorés en raison d'une hausse des produits et d'une hausse du recouvrement des coûts.

Services-conseils a continué d'étendre sa portée grâce aux nouveaux services proposés au cours de l'exercice considéré pour appuyer les propriétaires d'entreprise dans le cadre de leur plan d'adoption du numérique en vertu du PCAN pour lequel BDC fait partie des partenaires autorisés, notamment grâce à la signature de contrats nets d'une valeur de 12,4 millions de dollars, contre 11,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 14,5 millions de dollars, en hausse par rapport à celles de 13,0 millions de dollars comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2023, en raison surtout de la hausse des salaires et des avantages sociaux et de l'augmentation de la répartition des coûts des autres divisions.



Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Produits nets sur les placements	31,0	38,3
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,6)	(0,6)
Profits (pertes) de change nets	(1,2)	(2,1)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	28,2	35,6
Charges opérationnelles et administratives	10,9	9,7
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	17,3	25,9
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	17,3	25,4
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	0,5
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	17,3	25,9

En pourcentage du portefeuille moyen	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Produits nets sur les placements	10,1	13,6
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,5)	(0,2)
Profits (pertes) de change nets	(0,4)	(0,7)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	9,2	12,7
Charges opérationnelles et administratives	3,6	3,5
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	5,6	9,2
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	5,6	9,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	0,2
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	5,6	9,2



Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net s'est établi à 17,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 25,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des produits nets sur les placements et de la hausse des charges opérationnelles et administratives.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 1,6 million de dollars, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 0,6 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous. Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, la variation nette de la moins-value latente sur les placements de 1,6 million de dollars s'explique essentiellement par la moins-value nette de 6,2 millions de dollars, contrebalancée par le renversement de la moins-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations de 4,6 millions de dollars.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Plus(moins)-value nette	(6,2)	(1,1)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	4,6	0,5
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,6)	(0,6)

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 10,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, une augmentation par rapport au montant de 9,7 millions de dollars comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des salaires et des avantages sociaux ainsi que par la répartition des coûts des autres divisions.



Résultats de Capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Produits nets sur les placements	12,1	27,4
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,5)	(101,5)
Profits (pertes) de change nets	(31,8)	52,9
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(23,2)	(21,2)
Charges opérationnelles et administratives	15,1	13,8
Résultat (perte) nette provenant de Capital de risque	(38,3)	(35,0)
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	(36,6)	(36,5)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,7)	1,5
Résultat (perte) nette provenant de Capital de risque	(38,3)	(35,0)

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, CR a subi une perte nette de 38,3 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 35,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart défavorable pour le premier trimestre de l'exercice 2024 est principalement attribuable à la baisse des produits nets sur les placements et aux pertes de change nettes plus élevées, contrebalancées en partie par une baisse de la moins-value latente sur les placements.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, CR a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 3,5 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2024 attribuable essentiellement au renversement de la plus-value sur les placements cédés et les radiations, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 101,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent attribuable surtout à la moins-value nette.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Plus(moins)-value nette	3,8	(71,6)
Renversement de moins(plus)-value sur les placements cédés et les radiations	(7,3)	(29,9)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,5)	(101,5)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, des pertes de change nettes sur les placements de 31,8 millions de dollars ont été comptabilisées par suite des fluctuations du taux de change des placements libellés en dollars américains, tandis



que des profits de change nets sur les placements de 52,9 millions de dollars avaient été comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 15,1 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2024, une augmentation de 1,3 million de dollars par rapport à celles qui avaient été comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2023. L'augmentation découle principalement de la hausse des salaires et des avantages sociaux en raison de l'augmentation du nombre d'employés pour soutenir la croissance du portefeuille d'investissements ainsi que de la répartition des coûts des autres divisions.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2024	E2023
Produits nets sur les placements	13,6	3,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(4,8)	(60,7)
Profits (pertes) de change nets	(1,1)	1,7
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	7,7	(55,3)
Charges opérationnelles et administratives	1,6	1,7
Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital	6,1	(57,0)

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, PIC a dégagé un profit net de 6,1 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 57,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart favorable pour le premier trimestre de l'exercice 2024 s'explique principalement par la diminution de la variation nette de la moins-value latente sur les placements par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, le secteur PIC a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 4,8 millions de dollars, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 60,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous. Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, la variation nette de la moins-value latente sur les placements de 4,8 millions de dollars s'explique essentiellement par la plus-value nette de 1,1 million de dollars, contrebalancée par le renversement de la plus-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations de 5,9 millions de dollars. La variation nette de la moins-value latente sur les placements de 60,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent s'explique par la hausse de la moins-value nette.



	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2024	E2023
Plus(moins)-value nette	1,1	(60,1)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	(5,9)	(0,6)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(4,8)	(60,7)

Résultats du Programme d'accès au crédit

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2024	E2023
Produits d'intérêts nets	60,5	46,3
Frais et autres produits	9,9	11,8
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(67,5)	(17,5)
Produits (pertes) nets sur les placements	0,1	(0,9)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,5)	(0,3)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(17,1)	(0,2)
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	0,2
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(17,7)	39,4
Charges opérationnelles et administratives	6,2	6,5
Résultat (perte) net provenant du Programme d'accès au crédit	(23,9)	32,9

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2024, le secteur PAC a enregistré une perte nette de 23,9 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 32,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2024 s'expliquent par l'incidence défavorable de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues de 67,5 millions de dollars, comparativement à 17,5 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2023, et la hausse des pertes nettes sur autres instruments financiers de 17,1 millions de dollars, comparativement à un profit de 0,2 million de dollars généré en vertu du PCAN pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 6,2 millions de dollars, en baisse par rapport à celles de 6,5 millions de dollars comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout du niveau moins élevé de ressources des autres secteurs d'activité affectées au secteur PAC au titre des initiatives liées à la pandémie de COVID-19.



État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

Au 30 juin 2023, le total des actifs de BDC s'établissait à 45,0 milliards de dollars, soit une augmentation de 747,3 millions de dollars par rapport au 31 mars 2023, grâce à l'augmentation de 584,2 millions de dollars du portefeuille de prêts net, à l'augmentation de 91,5 millions de dollars du portefeuille de titres adossés à des créances mobilières et à l'augmentation de 72,8 millions de dollars du portefeuille de placements.

Le portefeuille de prêts de 36,5 milliards de dollars représentait le principal actif de BDC (portefeuille brut de 37,6 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 1,1 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 1,8 % au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023, en raison d'une hausse du niveau des activités du portefeuille de Financement.

Le portefeuille de placements de BDC, c'est-à-dire les placements par emprunt, les placements directs en capitaux propres et les placements indirects en capitaux propres dans les fonds, totalisait 5,8 milliards de dollars, comparativement à 5,7 milliards de dollars au 31 mars 2023. L'augmentation de 72,8 millions de dollars s'explique surtout par les décaissements nets.

Au 30 juin 2023, BDC a comptabilisé un actif net au titre des prestations définies de 262,6 millions de dollars lié au régime de retraite agréé, ainsi qu'un passif net au titre des prestations définies de 231,5 millions de dollars pour les autres régimes, ce qui représente un actif net total au titre des prestations définies de 31,1 millions de dollars. Il s'agit d'une diminution de 5,1 millions de dollars par rapport au total de l'actif net au titre des prestations définies au 31 mars 2023, laquelle découle principalement des pertes sur les réévaluations comptabilisées au premier trimestre de l'exercice 2024. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 11 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 865,6 millions de dollars au 30 juin 2023, comparativement à 878,9 millions de dollars au 31 mars 2023.

Au 30 juin 2023, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 27,9 milliards de dollars d'emprunts et de 15,8 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprenaient des billets à court terme de 19,8 milliards de dollars et des billets à long terme de 8,1 milliards de dollars.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 381,7 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 211,8 millions de dollars en raison des décaissements nets sur les placements et les titres adossés à des créances mobilières. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 580,1 millions de dollars, principalement en raison de la variation nette de 921,0 millions de dollars des emprunts, contrebalancée par le versement d'un dividende de 337,0 millions de dollars.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible avec sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.



Au 30 juin 2023, le ratio interne de capital de BDC, excluant les secteurs PIC et PAC, s'établissait à 115,4 %, une valeur supérieure au ratio de capital cible, comparativement à 118,6 % au 31 mars 2023. La baisse du ratio de capital interne s'explique surtout par une diminution du capital disponible, principalement en raison du versement du dividende effectué au cours du premier trimestre de l'exercice 2024. Le ratio de capital réglementaire de BDC est bien supérieur aux exigences minimales en matière de capital réglementaire, et BDC est bien positionnée pour continuer à soutenir les PME canadiennes.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	22
État consolidé de la situation financière.....	23
État consolidé des résultats.....	24
État consolidé du résultat global.....	25
État consolidé des variations des capitaux propres	26
Tableau consolidé des flux de trésorerie	27
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	28
Note 1 : Description générale de BDC.....	28
Note 2 : Base d'établissement	28
Note 3 : Principales méthodes comptables	29
Note 4 : Jugements, estimations et hypothèses comptables importants	29
Note 5 : Juste valeur des instruments financiers	30
Note 6 : Titres adossés à des créances mobilières.....	31
Note 7 : Prêts	32
Note 8 : Placements.....	34
Note 9 : Capital social	36
Note 10 : Informations sectorielles	37
Note 11 : Garanties.....	40
Note 12 : Transactions entre parties liées	41
Note 13 : Informations comparatives	41



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Directive sur les normes comptables : Lignes directrice GC 5200 : Rapport financier trimestriel des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Isabelle Hudon
Présidente et cheffe de la direction

Stefano Lucarelli, CPA
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 16 août 2023



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2023	31 mars 2023
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		865 579	878 919
Actifs dérivés		12 987	11 603
Titres adossés à des créances mobilières	6	1 267 616	1 176 100
Prêts			
Prêts, valeur comptable brute	7	37 613 331	36 976 742
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues	7	(1 096 407)	(1 044 039)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues		36 516 924	35 932 703
Placements	8	5 815 344	5 742 512
Immobilisations corporelles		65 651	66 140
Immobilisations incorporelles		48 357	47 646
Actifs au titre du droit d'utilisation		95 614	98 780
Actif net au titre des prestations définies		262 645	260 466
Autres actifs		81 537	70 053
Total des actifs		45 032 254	44 284 922
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs, frais courus et autres passifs		348 015	320 173
Passifs dérivés		6	117
Emprunts			
Billets à court terme		19 763 554	19 767 097
Billets à long terme		8 096 830	7 157 814
Total des emprunts		27 860 384	26 924 911
Obligations locatives			
Obligations locatives à court terme		14 753	14 705
Obligations locatives à long terme		98 163	101 458
Total des obligations locatives		112 916	116 163
Passif net au titre des prestations définies		231 540	224 313
Pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts		564 353	554 344
Total des passifs		29 117 214	28 140 021
Capitaux propres			
Capital social	9	7 289 900	7 289 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		8 631 408	8 850 687
Cumul des autres éléments du résultat global		(38 464)	(29 590)
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		15 910 622	16 138 775
Participations ne donnant pas le contrôle		4 418	6 126
Total des capitaux propres		15 915 040	16 144 901
Total des passifs et des capitaux propres		45 032 254	44 284 922

Garanties (note 11)

Engagements (notes 6, 7 et 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Trimestre terminé le 30 juin	
		2023	2022
Produits d'intérêts		731 206	479 398
Charges d'intérêts	13	246 000	46 993
Produits d'intérêts nets		485 206	432 405
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements		17 712	26 517
Produits de Services-conseils		11 443	7 104
Frais et autres produits	13	21 208	28 703
Produits nets		535 569	494 729
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues		(149 834)	8 072
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements		(13 423)	(163 216)
Profits (pertes) de change nets		(37 727)	57 473
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers		(17 130)	12 741
Résultat avant charges opérationnelles et administratives		317 455	409 799
Salaires et avantages du personnel		132 237	119 263
Locaux et équipement		11 176	10 681
Autres charges		49 995	46 678
Charges opérationnelles et administratives		193 408	176 622
Résultat net		124 047	233 177
Résultat (perte) net attribuable :			
À l'actionnaire de BDC		125 755	231 219
Aux participations ne donnant pas le contrôle		(1 708)	1 958
Résultat net		124 047	233 177

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés. La note 10 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin	
	2023	2022
Résultat net	124 047	233 177
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(8 874)	(13 731)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	-	(138)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(8 874)	(13 869)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(8 034)	72 446
Autres éléments du résultat global	(16 908)	58 577
Résultat global total	107 139	291 754
Résultat (perte) global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	108 847	289 796
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 708)	1 958
Résultat global total	107 139	291 754

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2023	7 289 900	27 778	8 850 687	(29 590)	-	(29 590)	16 138 775	6 126	16 144 901
Résultat global total									
Résultat net			125 755				125 755	(1 708)	124 047
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(8 874)		(8 874)	(8 874)		(8 874)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					-	-	-		-
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(8 034)				(8 034)		(8 034)
Autres éléments du résultat global	-	-	(8 034)	(8 874)	-	(8 874)	(16 908)	-	(16 908)
Résultat global total	-	-	117 721	(8 874)	-	(8 874)	108 847	(1 708)	107 139
Dividendes sur les actions ordinaires			(337 000)				(337 000)		(337 000)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(337 000)	-	-	-	(337 000)	-	(337 000)
Solde au 30 juin 2023	7 289 900	27 778	8 631 408	(38 464)	-	(38 464)	15 910 622	4 418	15 915 040

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2022	11 946 900	27 778	8 445 369	(17 392)	1 528	(15 864)	20 404 183	84 290	20 488 473
Résultat (perte) global total									
Résultat (perte) net			231 219				231 219	1 958	233 177
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(13 731)		(13 731)	(13 731)		(13 731)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(138)	(138)	(138)		(138)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			72 446				72 446		72 446
Autres éléments du résultat global	-	-	72 446	(13 731)	(138)	(13 869)	58 577	-	58 577
Résultat (perte) global total	-	-	303 665	(13 731)	(138)	(13 869)	289 796	1 958	291 754
Solde au 30 juin 2022	11 946 900	27 778	8 749 034	(31 123)	1 390	(29 733)	20 693 979	86 248	20 780 227

¹⁾ Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Trimestre terminé le	
		2023	30 juin 2022
Activités opérationnelles			
Résultat net		124 047	233 177
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets			
Produits d'intérêts		(731 206)	(479 398)
Charges d'intérêts	13	245 543	46 554
Intérêts sur les obligations locatives		457	439
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements		(17 712)	(26 517)
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues		149 834	(8 072)
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements		13 423	163 216
Pertes (profits) de change nets latents		57 026	(55 759)
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges		(2 986)	(6 162)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		5 253	5 045
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation		3 323	3 403
Autres		(53 002)	(101)
Charges d'intérêts payées		(231 368)	(40 276)
Produits d'intérêts reçus		715 054	461 642
Variation des actifs et des passifs opérationnels			
Variation nette des prêts		(675 722)	(503 907)
Variation nette des créditeurs, frais courus et autres passifs		27 842	(37 102)
Variation nette des autres actifs		(11 484)	8 672
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles		(381 678)	(235 146)
Activités d'investissement			
Décassements sur les titres adossés à des créances mobilières		(235 269)	(141 133)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières		134 658	112 531
Décassements sur les placements	13	(228 673)	(295 550)
Remboursements sur les placements	13	98 150	93 425
Produits de la vente de placements	13	-	40 748
Acquisition d'immobilisations corporelles		(2 535)	(1 285)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(2 940)	(3 850)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(236 609)	(195 114)
Activités de financement			
Variation nette des billets à court terme		(7 000)	503 000
Émission de billets à long terme		1 234 000	255 000
Remboursements de billets à long terme		(306 000)	(365 000)
Dividendes versés sur les actions ordinaires		(337 000)	-
Païement des obligations locatives		(3 861)	(3 551)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement		580 139	389 449
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(13 340)	(40 811)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		878 919	906 386
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		865 579	865 575

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement des capitaux propres approprié à l'appui de l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise du ou de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique.

2.

Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Directive sur les normes comptables : Lignes directrice GC 5200 : Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2023. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 55 à 118 du Rapport annuel 2023 de BDC.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 16 août 2023 par le conseil d'administration.



3.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2023. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2023 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 55 à 118 de ce rapport.

4.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels résumés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels résumés figurent à la page 68 du Rapport annuel 2023.

Le ralentissement de l'économie à l'échelle canadienne et mondiale entraîne un niveau d'incertitude accru à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. Le contexte économique actuel, caractérisé par la hausse de l'inflation, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, une pénurie de main-d'œuvre et des tensions géopolitiques, est difficile pour les entreprises. Pour réduire l'inflation, la Banque du Canada a augmenté vigoureusement son taux directeur, ce qui a donné lieu à un ralentissement de l'activité économique et à une baisse de la demande des consommateurs. BDC a des expositions au risque de crédit lié à des entreprises qui sont touchées, directement ou indirectement, par la hausse des taux d'intérêt, des coûts de l'énergie et des prix des marchandises ou les perturbations de leur chaîne d'approvisionnement. Il est difficile d'estimer de façon fiable la durée et la gravité de ces événements et leur incidence sur les résultats financiers et la situation financière de BDC au cours des périodes futures. Étant donné que la mesure dans laquelle la hausse des taux d'intérêt, les tensions géopolitiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement se répercuteront sur l'économie mondiale et les activités de BDC est incertaine et impossible à prédire à l'heure actuelle, le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction est plus élevé.



5.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données de marché importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 ni entre le Niveau 2 et le Niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les Niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des placements inscrits en bourse deviennent des placements privés pendant les périodes présentées.

Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	Évaluation de la juste valeur selon le			30 juin 2023
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés	-	12 987	-	12 987
Titres adossés à des créances mobilières	-	1 267 616	-	1 267 616
Placements	111 526	-	5 703 818	5 815 344
	111 526	1 280 603	5 703 818	7 095 947
Passifs				
Passifs dérivés	-	6	-	6
	-	6	-	6

	Évaluation de la juste valeur selon le			31 mars 2023
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés	-	11 603	-	11 603
Titres adossés à des créances mobilières	-	1 176 100	-	1 176 100
Placements	105 160	-	5 637 352	5 742 512
	105 160	1 187 703	5 637 352	6 930 215
Passifs				
Passifs dérivés	-	117	-	117
	-	117	-	117

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le Niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2023	5 637 352
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	9 521
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(30 284)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	(30 942)
Décassements sur les placements	228 674
Remboursements sur les placements et autres	(110 503)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-
Juste valeur au 30 juin 2023	5 703 818

	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2022	5 637 846
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(10 961)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(677 811)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	145 468
Décassements sur les placements	1 012 311
Remboursements sur les placements et autres	(418 660)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	(50 841)
Juste valeur au 31 mars 2023	5 637 352

6.

Titres adossés à des créances mobilières

Le tableau qui suit résume les titres adossés à des créances mobilières (TACM) selon le classement des instruments financiers. Aucun TACM n'avait subi de perte de valeur au 30 juin 2023 ni au 31 mars 2023. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'avait été comptabilisée au 30 juin 2023 ni au 31 mars 2023 pour les montants déboursés et non déboursés sur les TACM à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

	30 juin 2023	31 mars 2023
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	1 285 947	1 187 290
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	(38 464)	(29 590)
Valeur comptable	1 247 483	1 157 700
Rendement	3,65%	3,33%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	20 415	18 602
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	(282)	(202)
Valeur comptable	20 133	18 400
Rendement	8,82%	9,86%
Titres adossés à des créances mobilières	1 267 616	1 176 100

Les montants engagés à l'égard des titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissaient à 655 259 \$ au 30 juin 2023 (755 866 \$ au 31 mars 2023). Tous ces montants sont dans le secteur Financement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



7.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	261 025	5 561 144	30 826 943	36 649 112	(720 793)	35 928 319
Douteux	45 863	176 468	741 888	964 219	(375 614)	588 605
Prêts au 30 juin 2023	306 888	5 737 612	31 568 831	37 613 331	(1 096 407)	36 516 924

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	455 469	5 479 860	30 111 047	36 046 376	(695 872)	35 350 504
Douteux	46 036	171 001	713 329	930 366	(348 167)	582 199
Prêts au 31 mars 2023	501 505	5 650 861	30 824 376	36 976 742	(1 044 039)	35 932 703

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2023	302 061	393 811	348 167	1 044 039
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	35 490	(35 134)	(356)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(28 213)	34 514	(6 301)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(616)	(17 217)	17 833	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(33 988)	33 085	62 476	61 573
Actifs financiers remboursés en totalité	(9 414)	(9 611)	(9 631)	(28 656)
Nouveaux actifs financiers créés	51 566	4 751	-	56 317
Radiations	-	-	(42 713)	(42 713)
Recouvrements	-	-	6 533	6 533
Variation des taux de change et autres	(84)	(210)	(392)	(686)
Solde au 30 juin 2023	316 802	403 989	375 616	1 096 407

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2022	311 856	455 973	343 413	1 111 242
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	210 629	(206 385)	(4 244)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(126 774)	180 471	(53 697)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(1 783)	(48 962)	50 745	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(257 255)	47 633	125 487	(84 135)
Actifs financiers remboursés en totalité	(33 289)	(56 401)	(25 570)	(115 260)
Nouveaux actifs financiers créés	198 481	20 842	10 844	230 167
Radiations	-	-	(128 929)	(128 929)
Recouvrements	-	-	28 689	28 689
Variation des taux de change et autres	196	640	1 429	2 265
Solde au 31 mars 2023	302 061	393 811	348 167	1 044 039

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des variations de la valeur comptable brute, des changements du risque de crédit liés aux prêts existants et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les concentrations, par répartition géographique ainsi que par secteur d'activité, du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés sont illustrées dans les tableaux ci-dessous.

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 4 291 403 \$ au 30 juin 2023 (1 515 568 \$ à taux fixe; 2 772 885 \$ à taux flottant et 2 950 \$ à taux d'intérêt nul). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 7,58 % sur les engagements relatifs aux prêts portant intérêt (7,42 % au 31 mars 2023).

	30 juin 2023		31 mars 2023	
Répartition géographique	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	793 667	47 903	792 925	45 051
Île-du-Prince-Édouard	79 298	422	73 787	7 559
Nouvelle-Écosse	717 765	52 557	708 206	45 833
Nouveau-Brunswick	509 956	74 549	489 897	43 714
Québec	12 145 308	1 421 230	11 915 354	1 262 642
Ontario	10 375 556	1 098 679	10 254 562	1 135 688
Manitoba	1 003 623	121 744	986 635	118 647
Saskatchewan	1 028 641	95 379	1 015 036	124 771
Alberta	5 077 469	818 253	4 968 162	828 130
Colombie-Britannique	5 690 371	549 314	5 577 631	515 441
Yukon	105 812	5 909	105 698	4 596
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	85 865	5 464	88 849	6 010
Total des prêts en cours⁽¹⁾	37 613 331	4 291 403	36 976 742	4 138 082

	30 juin 2023		31 mars 2023	
Répartition par secteur d'activité	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	7 906 008	1 115 461	7 819 547	1 084 419
Commerce de gros et de détail	7 688 773	807 517	7 545 389	769 761
Industries de services	5 836 324	541 211	5 758 306	459 562
Tourisme	3 560 321	187 819	3 519 023	211 735
Immeubles commerciaux	3 828 823	189 465	3 751 219	211 380
Construction	3 657 480	374 485	3 544 654	396 832
Transport et entreposage	2 461 071	357 878	2 462 347	282 318
Ressources	1 409 399	535 414	1 346 911	530 441
Autres	1 265 132	182 153	1 229 346	191 634
Total des prêts en cours⁽¹⁾	37 613 331	4 291 403	36 976 742	4 138 082

⁽¹⁾ Au 30 juin 2023, les engagements relatifs aux prêts incluaient des montants de 4 287 485 \$ dans le secteur Financement et de 3 918 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (4 134 046 \$ et 4 036 \$, respectivement, au 31 mars 2023).

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements qui est incluse dans les pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts dans l'état consolidé de la situation financière.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2023	47 172	9 928	-	57 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	671	(671)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(2 389)	2 389	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	1 616	3 059	-	4 675
Augmentation (diminution) nette des engagements	2 376	(2 479)	-	(103)
Variation des taux de change et autres	(2)	(18)	-	(20)
Solde au 30 juin 2023	49 444	12 208	-	61 652

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2022	47 310	9 040	-	56 350
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	6 250	(6 250)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(10 491)	10 491	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(9 520)	14 701	-	5 181
Augmentation (diminution) nette des engagements	13 683	(17 972)	-	(4 289)
Variation des taux de change et autres	(60)	(82)	-	(142)
Solde au 31 mars 2023	47 172	9 928	-	57 100

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des changements dans les montants des engagements, des changements dans le risque de crédit liés aux prêts existants et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.

8.

Placements

BDC détient un portefeuille de placements par emprunts qui est assorti d'un risque moyen à élevé et un portefeuille de placements directs et indirects en capitaux propres assorti d'un risque élevé. Tous les placements, qui sont détenus à plus long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu des portefeuilles de placements et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement et par secteur d'activité.

Type de placement	30 juin 2023			31 mars 2023		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs						
Par emprunt ⁽¹⁾	1 238 514	1 321 319	156 136	1 228 445	1 309 799	166 794
En capitaux propres ⁽²⁾	2 351 292	1 813 396	79 783	2 319 740	1 758 907	67 753
	3 589 806	3 134 715	235 919	3 548 185	3 068 706	234 547
Placements indirects en capitaux propres dans les fonds ⁽³⁾	2 225 538	1 312 257	1 166 370	2 194 327	1 259 942	1 181 926
Placements	5 815 344	4 446 972	1 402 289	5 742 512	4 328 648	1 416 473

⁽¹⁾ Au 30 juin 2023, les engagements relatifs aux placements par emprunt incluaient des montants de 1 367 \$ dans le secteur Financement, de 140 989 \$ dans le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise et de 13 780 \$ dans le secteur Capital de risque (1 417 \$, 148 097 \$ et 17 280 \$, respectivement, au 31 mars 2023).

⁽²⁾ Au 30 juin 2023, les engagements relatifs aux placements directs en capitaux propres incluaient des montants de 55 247 \$ dans le secteur Capital de risque, de 21 815 \$ dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital, et de 2 721 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (47 987 \$, 16 864 \$ et 2 902 \$, respectivement, au 31 mars 2023).

⁽³⁾ Au 30 juin 2023, les engagements relatifs aux placements indirects en capitaux propres incluaient des montants de 564 905 \$ dans le secteur Capital de risque et de 601 465 \$ dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital (590 369 \$ et 591 557 \$, respectivement, au 31 mars 2023). Au 30 juin 2023, BDC avait investi dans 127 fonds par l'intermédiaire de son secteur Capital de risque et dans 31 fonds par l'intermédiaire du secteur Programmes incitatifs pour le capital (125 et 28 fonds, respectivement, au 31 mars 2023).

Le tableau qui suit résume les placements par emprunt en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 juin 2023	123 423	934 818	263 078	1 321 319	1 238 514
Au 31 mars 2023	110 490	928 201	271 108	1 309 799	1 228 445

Les placements par emprunt ont un rang inférieur par rapport aux autres emprunts d'une société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les placements par emprunt en cours et les engagements connexes classés par répartition géographique et par secteur d'activité sont illustrés dans les tableaux qui suivent. Les engagements relatifs aux placements par emprunt comprennent des montants de 70 253 \$ à taux fixe et de 85 883 \$ à taux flottant (72 057 \$ et 94 737 \$, respectivement, au 31 mars 2023), dont le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 10,3 % (9,9 % sur les engagements relatifs aux placements par emprunt au 31 mars 2023), excluant les rendements autres qu'en intérêts.

Répartition géographique	30 juin 2023			31 mars 2023		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	15 510	17 267	4 000	16 007	20 464	5 000
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	15 330	15 022	86 508	15 163	16 949	500
Nouveau-Brunswick	16 301	19 297	1 000	16 618	19 613	1 000
Québec	435 750	455 833	3 300	432 522	449 702	41 517
Ontario	478 069	511 899	39 063	462 076	495 500	90 948
Manitoba	12 694	12 612	4 765	12 966	12 883	-
Saskatchewan	29 756	31 643	-	31 839	33 803	-
Alberta	112 342	131 085	7 000	115 371	133 561	9 050
Colombie-Britannique	120 504	124 441	10 500	123 182	124 677	18 779
Yukon	2 258	2 220	-	2 257	2 220	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	-	-	-	444	427	-
Placements de financement subordonné	1 238 514	1 321 319	156 136	1 228 445	1 309 799	166 794

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2023			31 mars 2023		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Industries de services	380 204	392 313	67 847	378 525	390 996	46 829
Fabrication	304 647	331 013	34 038	297 457	328 054	34 780
Commerce de gros et de détail	242 326	245 968	18 301	224 265	226 745	42 800
Industries de l'information	128 512	139 709	23 305	136 900	145 124	27 940
Construction	88 891	90 366	3 800	88 239	89 308	5 015
Ressources	56 840	73 886	4 280	64 944	80 486	7 630
Services éducatifs	15 166	16 206	4 565	15 947	16 988	-
Transport et entreposage	12 477	20 991	-	13 146	21 660	300
Tourisme	9 451	10 867	-	8 016	9 432	1 500
Autres	-	-	-	1 006	1 006	-
Placements de financement subordonné	1 238 514	1 321 319	156 136	1 228 445	1 309 799	166 794

La concentration la plus significative des placements par emprunt résultant d'une débitrice ou d'un débiteur unique ou d'un groupe de clientes ou clients étroitement liés au 30 juin 2023 était de 2,5 % du total des placements par emprunt au coût (2,6 % au 31 mars 2023). Le portefeuille de placements par emprunt est composé majoritairement de débetures.

La concentration des placements directs en capitaux propres selon le secteur d'activité est illustrée ci-dessous. Le placement le plus important correspondait à 4,0 % du total des placements directs en capitaux propres au coût (4,3 % au 31 mars 2023).

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2023			31 mars 2023		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Technologie de l'information	749 530	656 161	23 986	721 175	625 981	12 809
Fabrication	390 625	239 943	12 602	390 660	240 030	3 000
Industries de services	389 514	223 720	408	403 824	219 879	6 197
Communications	270 209	145 983	800	258 368	141 047	812
Ressources	122 178	122 667	18 755	123 831	119 132	8 514
Industriel	93 545	83 022	2 977	93 375	81 356	4 725
Électronique	72 611	96 097	142	80 407	101 648	142
Commerce de gros et de détail	63 635	47 398	-	63 635	47 398	-
Médecine et soins de santé	62 961	52 495	9 192	59 599	52 469	9 325
Transport et entreposage	51 633	33 584	521	37 155	19 106	15 000
Biotechnologie et pharmacologie	35 057	49 722	4 230	39 108	49 921	4 230
Énergie	24 047	23 582	5 330	22 563	21 919	2 159
Services éducatifs	6 000	6 160	840	6 000	6 160	840
Autres	19 747	32 862	-	20 040	32 861	-
Total des placements directs	2 351 292	1 813 396	79 783	2 319 740	1 758 907	67 753



9.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 juin 2023, 72 899 000 actions ordinaires étaient en circulation (72 899 000 au 31 mars 2023).

Le 14 juin 2023, le conseil d'administration de BDC a autorisé le versement de 337,0 millions de dollars en dividendes. Le versement a eu lieu le 22 juin 2023.

Le 12 juillet 2023, BDC a émis 3 500 000 actions ordinaires pour un produit en trésorerie de 350,0 millions de dollars, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir l'Initiative de catalyse du capital de risque, qui a été renouvelée.

Prescriptions statutaires

Conformément à la *Loi sur la BDC*, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

Le total du capital versé, de tout surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres ne peut en aucun cas dépasser 20,0 milliards de dollars en vertu de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* de 1995, modifiée en mars 2020.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023 et de l'exercice terminé le 31 mars 2023, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible avec sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Capital disponible

Le capital disponible comprend les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC (capital social, surplus d'apport et bénéfices non distribués) et les ajustements effectués conformément aux meilleures pratiques de l'industrie.

Capital requis

BDC s'appuie sur des modèles rigoureux pour évaluer la demande de capital découlant du risque lié au crédit et aux placements, du risque opérationnel, du risque d'entreprise et du risque de marché. Le capital économique constitue une mesure du risque utilisée pour déterminer le montant de capital requis afin d'assurer la solvabilité d'une institution financière, compte tenu de son profil de risque.



10.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC). Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- Financement offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis en portant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI). Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- Services-conseils offre des services-conseils, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales, tels que des formations et du contenu éducatif gratuits en ligne.
- Capital de croissance et transfert d'entreprise comprend des placements par emprunt sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que du financement par quasi-capitaux propres, comportant des modalités de remboursement souples avec garantie limitée, afin de soutenir les PME dans le cadre de leurs projets de croissance et de transfert d'entreprise.
- Capital de risque comprend des investissements en Capital de risque (CR), des Investissements de croissance (IC) et du Financement sur actifs de propriété intellectuelle (PI), ainsi que le nouveau Fonds Technologies pour le climat II. Le secteur Capital de risque offre des placements par emprunt et en capitaux propres pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. Les placements en capitaux propres de Capital de risque sont axés sur les entreprises à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. BDC effectue aussi des placements indirects en capitaux propres au moyen de fonds d'investissement en capital de risque. Les investissements de croissance sont des placements en capitaux propres visant à soutenir la croissance d'entreprises à potentiel élevé au Canada tout en mettant l'accent sur les moyennes entreprises. Le Fonds PI offre du financement par emprunt visant les entreprises riches en propriété intellectuelle. Le Fonds Technologies pour le climat II effectue des placements en capitaux propres dans des entreprises canadiennes de technologies propres pour contribuer à la transition du Canada vers une économie durable faible en émissions de carbone.
- Programmes incitatifs pour le capital comprend les placements directs et indirects en capitaux propres dans le Plan d'action pour le capital de risque (PACR), l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), la division Technologies propres et le Fonds de croissance autochtone (FCA). Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral visant à accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire et directement dans des sociétés partout au Canada. Il appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseuses ou des investisseurs institutionnels, des sociétés qui réalisent des investissements stratégiques ainsi que les provinces intéressées. L'ICCR est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir du capital par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui sont à un stade plus avancé de développement. Grâce à une enveloppe confiée par le gouvernement fédéral, la division Technologies propres effectue des placements en capitaux propres dans des entreprises de technologies propres prometteuses afin de contribuer à bâtir des entreprises canadiennes de technologies propres concurrentielles à l'échelle mondiale. Le FCA est un fonds d'investissement qui offre aux propriétaires d'entreprise

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



autochtones de tous les secteurs un accès à des capitaux sous forme de prêts aux entreprises, lesquels seront accordés par un réseau d'institutions financières autochtones à l'échelle du pays.

- Programme d'accès au crédit : En collaboration avec notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada, nous avons mis en place une série de mesures pour venir en aide aux entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19. Ces mesures sont regroupées dans ce secteur afin de les distinguer de nos principales activités. Les initiatives comportent des critères d'admissibilité assouplis afin de faire en sorte que nous répondions aux besoins urgents d'autant d'entreprises viables que possible. Elles comprennent le Programme de crédit aux entreprises qui est offert en collaboration avec des institutions de prêt du secteur privé, le Programme de crédit pour les secteurs très touchés, en vertu duquel les institutions financières fournissent aux entreprises admissibles des prêts garantis à 100 % par BDC ainsi que des mesures offertes directement par BDC. À mesure que les petites entreprises s'adaptent aux répercussions durables de la pandémie de COVID-19, notre actionnaire a lancé le Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN) pour aider les petites et moyennes entreprises à adopter les technologies numériques et à demeurer concurrentielles en leur donnant accès à de l'expertise et à du financement par le biais de prêts sans intérêt offerts par BDC.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trois mois terminés le							
30 juin 2023							
	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	731 206	657 147	-	34 476	841	1 450	37 292
Charges d'intérêts ⁽¹⁾	246 000	267 215	-	7 587	95	(5 700)	(23 197)
Produits d'intérêts nets	485 206	389 932	-	26 889	746	7 150	60 489
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	17 712	4	-	504	10 704	6 396	104
Produits de Services-conseils	11 443	-	11 443	-	-	-	-
Frais et autres produits	21 208	7 063	-	3 614	619	49	9 863
Produits nets	535 569	396 999	11 443	31 007	12 069	13 595	70 456
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(149 834)	(82 334)	-	-	-	-	(67 500)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(13 423)	(81)	-	(1 591)	(3 477)	(4 763)	(3 511)
Profits (pertes) de change nets	(37 727)	(3 577)	-	(1 172)	(31 761)	(1 153)	(64)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(17 130)	-	-	-	-	-	(17 130)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	317 455	311 007	11 443	28 244	(23 169)	7 679	(17 749)
Salaires et avantages du personnel	123 237	94 750	11 617	9 040	11 882	1 099	3 849
Locaux et équipement	11 176	8 689	828	475	719	176	289
Autres charges	49 995	35 770	7 958	1 386	2 517	336	2 028
Charges opérationnelles et administratives	193 408	139 209	20 403	10 901	15 118	1 611	6 166
Résultat (perte) net	124 047	171 798	(8 960)	17 343	(38 287)	6 068	(23 915)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	125 755	171 798	(8 960)	17 356	(36 592)	6 068	(23 915)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 708)	-	-	(13)	(1 695)	-	-
Résultat (perte) net	124 047	171 798	(8 960)	17 343	(38 287)	6 068	(23 915)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin 2023							
Titres adossés à des créances mobilières	1 267 616	1 267 616	-	-	-	-	-
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	36 516 924	34 810 372	-	-	-	-	1 706 552
Placements par emprunt	1 238 514	10 051	-	1 182 634	37 793	-	8 036
Placements directs en capitaux propres	2 351 292	-	-	-	1 743 935	477 973	129 384
Placements indirects en capitaux propres dans les fonds	2 225 538	-	-	-	1 164 907	1 060 631	-
Placements	5 815 344	10 051	-	1 182 634	2 946 635	1 538 604	137 420
Portefeuille total	43 599 884	36 088 039	-	1 182 634	2 946 635	1 538 604	1 843 972
Trois mois terminés le							
30 juin 2022							
	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	479 398	415 675	-	29 586	461	1 984	31 692
Charges d'intérêts ⁽²⁾	46 993	61 172	-	1 948	22	(1 519)	(14 630)
Produits d'intérêts nets	432 405	354 503	-	27 638	439	3 503	46 322
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	26 517	(499)	-	1 674	26 178	57	(893)
Produits de Services-conseils	7 104	-	7 104	-	-	-	-
Frais et autres produits ⁽²⁾	28 703	7 018	-	9 004	819	105	11 757
Produits nets	494 729	361 022	7 104	38 316	27 436	3 665	57 186
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	8 072	25 592	-	-	-	-	(17 520)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(163 216)	(144)	-	(601)	(101 536)	(60 684)	(251)
Profits (pertes) de change nets	57 473	4 724	-	(2 090)	52 915	1 695	229
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	12 741	12 950	-	-	-	-	(209)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	409 799	404 144	7 104	35 625	(21 185)	(55 324)	39 435
Salaires et avantages du personnel	119 263	83 934	11 036	8 197	10 223	1 201	4 672
Locaux et équipement	10 681	8 158	731	412	874	94	412
Autres charges	46 678	35 958	5 018	1 130	2 763	357	1 452
Charges opérationnelles et administratives	176 622	128 050	16 785	9 739	13 860	1 652	6 536
Résultat (perte) net	233 177	276 094	(9 681)	25 886	(35 045)	(56 976)	32 899
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	231 219	276 094	(9 681)	25 419	(36 536)	(56 976)	32 899
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 958	-	-	467	1 491	-	-
Résultat (perte) net	233 177	276 094	(9 681)	25 886	(35 045)	(56 976)	32 899
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin 2022							
Titres adossés à des créances mobilières	1 003 238	1 003 238	-	-	-	-	-
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	33 849 312	31 256 767	-	-	-	-	2 592 545
Placements par emprunt ⁽²⁾	1 154 678	10 979	-	1 107 761	23 873	-	12 065
Placements directs en capitaux propres ⁽²⁾	2 623 833	-	-	27 855	2 077 606	367 406	150 966
Placements indirects en capitaux propres dans les fonds ⁽²⁾	2 170 109	-	-	-	1 165 150	1 004 959	-
Placements ⁽²⁾	5 948 620	10 979	-	1 135 616	3 266 629	1 372 365	163 031
Portefeuille total	40 801 170	32 270 984	-	1 135 616	3 266 629	1 372 365	2 755 576

⁽¹⁾ Les charges d'intérêts des segments comprennent les intérêts intersectoriels de 45,1 millions de dollars imputés à Financement provenant des Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et du Programme d'accès au crédit (PAC), lesquels comprennent un crédit correspondant au titre des intérêts intersectoriels de respectivement 5,7 millions de dollars et 39,4 millions de dollars (20,8 millions de dollars, lesquels comprennent un crédit correspondant au titre des intérêts intersectoriels de respectivement 1,5 million de dollars et 19,2 millions de dollars au 30 juin 2022). Cette opération intersectorielle reflète les charges d'intérêts (crédit) sur les soldes de trésorerie de PIC et de PAC transférés à Financement aux fins de la gestion de la trésorerie.

⁽²⁾ Reclassé – se reporter à la note 13.



11.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les modalités de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clientes ou clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. L'obligation contractuelle maximale et l'exposition réelle aux termes des garanties s'établissaient à 3 170,6 millions de dollars au 30 juin 2023 (3 319,9 millions de dollars au 31 mars 2023), et les durées actuelles expirent dans un délai moyen de 94 mois (96 mois au 31 mars 2023).

Au 30 juin 2023, un montant de 35,2 millions de dollars de réclamations à payer au titre de ces garanties a été comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière de BDC (20,1 millions de dollars au 31 mars 2023).

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts qui est incluse dans les pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts dans l'état consolidé de la situation financière.

				30 juin 2023
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2023	46 030	248 601	202 614	497 245
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	17 802	(17 149)	(653)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(6 902)	11 223	(4 321)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(72)	(28 058)	28 130	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(14 751)	21 779	2 478	9 506
Augmentation (diminution) nette des garanties	(786)	(4 070)	806	(4 050)
Solde au 30 juin 2023	41 321	232 326	229 054	502 701
				31 mars 2023
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2022	84 143	151 067	24 218	259 428
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	129 019	(123 249)	(5 770)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(62 269)	82 945	(20 676)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(774)	(84 081)	84 855	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(107 420)	226 697	126 302	245 579
Augmentation (diminution) nette des garanties	3 331	(4 778)	(6 315)	(7 762)
Solde au 31 mars 2023	46 030	248 601	202 614	497 245

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts par rapport au mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des changements dans le montant des garanties, des changements dans le risque de crédit et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.



12.

Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2023, BDC avait 19 763,6 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 8 096,8 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances (19 767,1 millions de dollars de billets à court terme et 7 157,8 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2023).

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, BDC a enregistré des charges d'intérêts de 256,4 millions de dollars relatives aux emprunts auprès de la ministre des Finances, comparativement à 49,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

De plus, aucun emprunt n'a été racheté auprès de la ministre des Finances au cours des trois premiers mois de l'exercice 2024 (un emprunt de 321,0 millions de dollars avait été racheté au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui avait engendré un profit de 12,8 millions de dollars).

Le 30 juin 2023, BDC a émis des titres de créance à long terme de 225,0 millions de dollars dont la date de règlement a été fixée au 4 juillet 2023.

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

13.

Informations comparatives

Reclassement des postes Placements de financement subordonné et Placements de capital de risque sous le poste Placements

Les tableaux ci-dessous résument l'incidence sur le tableau consolidé des flux de trésorerie et sur la note 10, *Informations sectorielles*, du reclassement des postes Placements de financement subordonné et Placements de capital de risque sous le nouveau poste Placements pour le trimestre terminé le 30 juin 2022.

Tableau consolidé des flux de trésorerie	Trimestre terminé le 30 juin 2022	Reclassement sous Décaissements sur les placements	Reclassement sous Remboursements sur les placements	Reclassement sous Produit de la vente de placements	Trimestre terminé le 30 juin 2022 reclassé
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(206 881)	206 881	-	-	-
Remboursements sur les placements de financement subordonné	93 425	-	(93 425)	-	-
Décaissements sur les placements de capital de risque	(88 669)	88 669	-	-	-
Produit de la vente de placements de capital de risque	40 748	-	-	(40 748)	-
Décaissements sur les placements		(295 550)	-	-	(295 550)
Remboursements sur les placements		-	93 425	-	93 425
Produit de la vente de placements		-	-	40 748	40 748

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Note 10 – Informations sectorielles

Catégories de placements selon les données du trimestre terminé le 30 juin 2022, reclassées	Total des placements	Financement		Capital de croissance et transfert d'entreprise		Capital de risque		Programmes incitatifs pour le capital		Programme d'accès au crédit	
		Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque
Placements par emprunts	1 154 678	10 979	-	1 107 761	-	23 873	-	-	-	12 065	-
Placements directs en capitaux propres	2 623 833	-	-	27 855	-	274 161	1 803 445	367 406	-	-	150 966
Placements indirects en capitaux propres	2 170 109	-	-	-	-	-	1 165 150	-	1 004 959	-	-
Total	5 948 620	10 979	-	1 135 616	-	298 034	2 968 595	367 406	1 004 959	12 065	150 966
Rapprochement avec le rapport financier trimestriel du premier trimestre 2023											
Placements de financement subordonné	1 824 100	10 979	-	1 135 616	-	298 034	-	367 406	-	12 065	-
Placements de capital de risque	4 124 520	-	-	-	-	-	2 968 595	-	1 004 959	-	150 966
Total	5 948 620	10 979	-	1 135 616	-	298 034	2 968 595	367 406	1 004 959	12 065	150 966

Reclassement des intérêts intersectoriels à partir du poste Frais et autres produits sous Charges d'intérêts

Les tableaux ci-dessous illustrent l'incidence du reclassement des intérêts intersectoriels à partir du poste Frais et autres produits sous Charges d'intérêts sur l'état consolidé des résultats, le tableau consolidé des flux de trésorerie et la note 10, *Informations sectorielles*.

État consolidé des résultats	Trimestre terminé le 30 juin 2022	Intérêts intersectoriels reclassés	Trimestre terminé le 30 juin 2022 reclassé
Charges d'intérêts	67 758	(20 765)	46 993
Frais et autres produits	49 468	(20 765)	28 703

Tableau consolidé des flux de trésorerie	Trimestre terminé le 30 juin 2022	Intérêts intersectoriels reclassés	Trimestre terminé le 30 juin 2022 reclassé
Charges d'intérêts	67 319	(20 765)	46 554
Charges d'intérêts payées	(61 041)	(20 765)	(40 276)

Note 10 - Informations sectorielles	Trimestre terminé le 30 juin 2022	Intérêts intersectoriels reclassés	Trimestre terminé le 30 juin 2022 reclassé
Charges d'intérêts PIC	-	(1 519)	(1 519)
Charges d'intérêts PAC	4 616	(19 246)	(14 630)
Total des charges d'intérêts	67 758	(20 765)	46 993
Frais et autres produits PIC	1 624	(1 519)	105
Frais et autres produits PAC	31 003	(19 246)	11 757
Total des frais et autres produits	49 468	(20 765)	28 703



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca.

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1-888-INFO-BDC